



# L'Europe peut-elle gagner la guerre économique ?

Pénuries de masques, de semi-conducteurs... La dépendance industrielle de l'Union européenne a brusquement été révélée ces dernières années. Premier épisode d'une série de six sur l'industrie et la souveraineté.

**LE POINT DE VUE**  
de Nicolas Dujardin

**L'**Europe a trois verrous à faire sauter, et vite ! D'abord, elle a longtemps privilégié le coût le plus bas dans ses chaînes d'approvisionnement, au détriment de la sûreté et de la robustesse. Cette obsession du moindre coût (TCO, Total Cost of Ownership), a poussé industries et gouvernements à délocaliser la production là où c'était moins cher, sans considérer le coût du risque et de la dépendance (TCR, Total Cost of Relationship).

En 2020, l'Europe n'avait plus de masques, en 2021, la pénurie de puces a mis l'industrie automobile à genoux – 5 millions de véhicules non produits – en 2022, Moscou a utilisé le gaz comme une arme géopolitique. Ces chocs successifs ont révélé qu'un faible prix peut entraîner un coût caché bien plus élevé.

**Changement de paradigme**  
Pour retrouver une marge de manœuvre, l'Europe amorce un changement de paradigme. Il s'agit

de passer du TCO au TCR, c'est-à-dire d'intégrer dans les décisions le coût de la résilience et de la sécurité d'approvisionnement. Certains chantiers stratégiques illustrent déjà ce réveil : le plan EU Chips Act, doté de 43 milliards d'euros, vise à porter la part européenne des puces de moins de 10% à 20%. De même, la relance de la production de batteries est en cours.

L'exemple de Verkor montre qu'il est possible de rapatrier des industries stratégiques. Certes, relocaliser une production cruciale coûte plus cher à court terme, mais investir localement renforce la robustesse et la compétitivité à long terme. Fini les économies de bouts de chandelle : chaque filière rapatriée devient une arme dans l'arsenal européen.

Au nom de la concurrence libre et non faussée, l'Union européenne a longtemps freiné la constitution de champions industriels. Cette doctrine antitrust, héritée du XX<sup>e</sup> siècle, paraît désormais inadaptée à l'ère des géants mondiaux. Un épisode emblématique fut le veto de Bruxelles à la fusion entre Alstom et Siemens en 2019 : l'Europe a bloqué la naissance d'un mastodonte ferro-

viaire capable de rivaliser avec le chinois CRRC, pour protéger la concurrence à court terme.

Ce coup d'arrêt a provoqué la colère de Paris et Berlin, qui ont réclamé une réforme des règles de concurrence afin de mieux prendre en compte la compétition internationale. A force de brider les concentrations et les aides d'Etat, l'UE a parfois empêché l'émergence de champions européens capables de tenir tête aux multinationales américaines ou aux groupes publics chinois.

## Manque d'audace

Les mentalités évoluent toutefois. Airbus a prouvé qu'aucun champion européen ne peut émerger sans volonté politique forte ni entorse aux dogmes du marché. Inspirée par cet exemple, Bruxelles commence à assouplir ses cadres : elle a créé des programmes spéciaux (IPCEI) pour soutenir des projets industriels transnationaux et a toléré des aides massives dans des secteurs stratégiques.

Face aux offensives des Big Tech américaines et des conglomérats chinois, l'idée d'une Europe plus



protectrice s'impose peu à peu. La guerre économique mondiale se joue désormais à l'échelle des continents : l'Union ne peut plus se permettre la naïveté face à des rivaux aussi puissants.

Le troisième verrou est financier. Peut-on gagner une guerre économique sans investir massivement ? Face aux milliards déversés par Washington (plans Chips Act, Inflation Reduction Act) et par Pékin (subventions colossales à ses filières stratégiques), l'Europe fait encore figure de poids plume budgétaire. Certes, un sursaut a eu lieu avec le plan de relance NextGenerationEU (750 milliards d'euros). Mais l'UE reste frileuse : son budget commun ne pèse qu'à peine 1 % du PIB, et les 27 n'ont toujours pas mis en place un Fonds de souveraineté pour financer ensemble les technologies critiques. Faute d'élan collectif, chaque Etat joue sa partition : l'Allemagne accapare l'essentiel des subventions industrielles depuis 2022, près de 48 % du total, creusant le fossé avec les pays aux moyens plus limités.

*« L'indépendance industrielle ne se rêve pas, ne se quémande pas, elle se bâtit à coups de décisions courageuses transpartisanes renouvelées dans le temps par-delà les alternances, d'investissements massifs et de volontés politiques qui ne tremblent pas »,* résume Arnaud Montebourg. Sans volontarisme politique et investissements audacieux, l'Union restera à la traîne. En réalité, l'Europe a tout pour reprendre la main, mais à une seule condition : sortir de sa tiédeur, cesser de débattre quand les autres décident, de réglementer pendant qu'ils produisent. Elle dispose d'un marché de 450 millions de consommateurs, de cerveaux, d'ingénieurs, de laboratoires, d'une électricité décarbonée... mais elle manque de nerf !

### Retour à une véritable puissance

Oui, elle peut gagner la guerre économique mondiale, à condition de cesser d'appliquer les règles d'un jeu que ses rivaux ne respectent plus. Face à la Chine qui planifie, aux Etats-Unis qui subvention-

nent, l'Europe doit frapper vite, fort, unie. Agir de concert. Protéger, produire, innover. Moins de palabres, plus d'usines. Moins de directives, plus d'investissements. La souveraineté ne se décrète pas, elle se forge dans l'acier, dans les usines, dans les décisions qui engagent. Si l'Europe choisit enfin l'audace souveraine au confort de l'impuissance, elle ne sera plus le terrain de jeu des autres. Elle redeviendra une véritable puissance.

Nicolas Dujardin est directeur des opérations d'Oceide.

**Investir localement renforce la robustesse et la compétitivité à long terme.**



Shutterstock

